## TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et ceux de la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

Le compte rendu intégral est publié au journal officiel daté du lendemain de la séance (sauf le dimanche). Il est composé de deux fascicules : les débats figurent dans le fascicule blanc, le texte des articles, des amendements ainsi que des annexes est reproduit dans le fascicule bleu.

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée	Journal officiel des Débats AN	ARTICLES
Texte initial	Additionnels		nationale	Numéro de la page	de la loi
		TITRE PREMIER			
		DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCEDURE PENALE			
		CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS RELATIVES A LA RETENTION DE			
1er		SURETE ET A LA SURVEILLANCE DE SURETE  Instauration de la rétention de sûreté – Soins en détention – Surveillance judiciaire prolongée	Première lecture 9 janvier 2008 C.M.P.	97 785	1er
		CHAPITRE II DISPOSITIONS RELATIVES AUX REDUCTIONS DE PEINES	6 février 2008		
2		Conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention	Première lecture 9 janvier 2008	118	2
		CHAPITRE III  DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'IRRESPONSABILITE PENALE EN RAISON D'UN  TROUBLE MENTAL			
3		Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental	Première lecture 9 janvier 2008 C.M.P. 6 février 2008	123 785	3
4		Coordinations au sein du code de procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire	Première lecture 9 janvier 2008	129	4
		TITRE II  DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA			
		SANTE PUBLIQUE			
5		Coordination en matière d'hospitalisation d'office	Première lecture 9 janvier 2008	129	5
6		Aménagements du dispositif de l'injonction de soins	Première lecture 9 janvier 2008 C.M.P. 6 février 2008	130 785	6
7		Coordination	Première lecture 9 janvier 2008	132	7
8		Échange d'informations opérationnelles	Première lecture 9 janvier 2008	132	8
		TITRE III Dispositions diverses	,		
9		Coordination	Première lecture 9 janvier 2008	132	9
10		Inscription dans le fichier des personnes recherchées au titre des décisions judiciaires des interdictions s'appliquant aux irresponsables	Première lecture 9 janvier 2008	132	10
11		Coordination en matière de dommages et intérêts	Première lecture 9 janvier 2008	132	11

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée	Journal officiel des Débats AN	ARTICLES
Texte initial	Additionnels		nationale	Numéro de la page	de la loi
	12 A (C.M.P.)	Conditions de libération conditionnelle d'une personne condamnée à la réclusion criminelle à perpétuité	C.M.P. 6 février 2008	785	12 * le mot « favorable » est contraire à la Constitution
12		Entrée en vigueur des dispositions de la loi	Première lecture 9 janvier 2008 C.M.P. 6 février 2008	119 785	13 * les alinéas 2 à 7 du I, le II et le IV sont contraires à la Constitution
	12 bis A (C.M.P.)	Coordinations	C.M.P. 6 février 2008	785	14
	12 bis (Adt. n° 107 2ème rect. A.N.)	Communication aux maires, présidents de conseil général et présidents de conseil régional des informations contenues dans le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles pour certaines décisions administratives	Première lecture 9 janvier 2008 C.M.P. 6 février 2008	132 785	15
	12 ter (Adt. n° 108 A.N.)	Rapport au Parlement	Première lecture 9 janvier 2008	133	16
	12 quater (Sénat)	Nouvel examen d'ensemble de la loi dans 5 ans	C.M.P. 6 février 2008	785	17
13		Application des dispositions de la loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie	Première lecture 9 janvier 2008 C.M.P. 6 février 2008	133 785	18

<sup>\*</sup> Décision du Conseil constitutionnel n° 562 DC du 21 février 2008 [J.O. du 26 février 2008] (p. 3272)

Assemblée nationale – Service des Archives et de la Recherche historique parlementaire